

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-lutte-sociale-en-Amerique-Latine-est-une-histoire-de-persecution-et-resistance>

La lutte sociale en Amérique Latine est une histoire de persécution et résistance.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 12 novembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Des communautés indigènes autochtones aux mouvements surgis en réponse aux politiques néolibérales, la lutte sociale c'est l'un des points caractéristiques des peuples latinoaméricains. Actuellement les mouvements sociaux semblent être les acteurs politiques ce XXI^e siècle naissant. Cependant, leur lutte ne résume pas seulement à des actions souterraines dans les scènes actuelles. Des processus historiques ont aussi marqué les chemins qu'elles ont eu à suivre à l'intérieur la scène politique latinoaméricaine.

Depuis le processus de colonisation des territoires américains avec l'arrivée des Européens, les peuples autochtones ont été poursuivis et pillés dans leurs identité et coutumes. Non seulement ils ont été envahis mais surtout toutes sortes de manoeuvres offensantes ont été menée contre eux, jusqu'au génocide de ces habitants natifs.

Dans ce sens, le 12 octobre, les Latino-américains indigènes se sont mobilisés en rejetant le 515^{ème} anniversaire de la Colonisation et le démontage postérieur des traditions et des modes de vie des habitants continentaux.

La « Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas » (CAOI), qui regroupe les diverses organisations indigènes de régions comme l'Équateur, la Colombie, le Pérou, la Bolivie, le Chili et l'Argentine, a commémoré le Jour International des Peuples Indigènes, le 9 octobre, afin d'évoquer que l'invasion est encore en vigueur à travers des contrats actuels et les accords économiques, comme les Traités de Libre Commerce (TLC), qui génèrent l'exclusion des habitants autochtones et l'appropriation de ressources naturelles précieuses.

De cette façon, jusqu'à aujourd'hui, les communautés indigènes continuent à souffrir de l'expulsion et du déracinement de leurs lieux d'origine à cause de l'arrivée des grandes entreprises multinationales et des magnats qui, bénéficiant des politiques de flexibilisation des pays du « Troisième Monde », choisissent l'Amérique Latine pour devenir propriétaires de grandes étendues de terres.

C'est ainsi que, en Patagonie argentine, le peuple mapuche s'est trouvé obligé de partir de ses lieux de résidence [ancestraux] à cause de la vente de ceux-ci à l'entrepreneur italien Luciano Benetton. La famille Benetton, propriétaire de la mondialement connue marque de vêtements éponyme, est « propriétaire » de presque 900.000 hectares qui appartenaient aux peuples aborigènes, qui ont été obligés de recourir à la justice nationale face à leur expulsion.

Au Chili, quelques membres de la communauté mapuche souffrent d'une persécution politique. Un exemple est ce qui est arrivé le 11 septembre de l'année dernière, quand une jeune mapuche dirigeante étudiante du nom de Amanda Huichalaf, a été arrêtée tandis qu'elle se rendait à l'université. La fille, de 21 ans, accuse l'État de persécution politique à cause de son appartenance au Collectif Mapuche Pelentaru. Au moment de l'arrêter, la police chilienne ne lui a donné aucune justification pour son arrestation et ses droits ne lui ont pas été lus tout de suite.

« Ce dont je suis sûre c'est que mon arrestation découlait de ce qu'à ce moment là j'étais une dirigeante du Collectif Mapuche Pelentaru et Présidente du Centre d'Étudiants de l'école d'Aquiculture de l'ULA », a déclaré Amanda. La jeune fille a dû abandonner sa participation dans ces mouvements à cause de ce qu'est arrivé et de la crainte que cela lui a provoquée. De plus, elle a ajouté dans une interview réalisée par le journaliste Hernán Scandizzo, qu'elle considère que son arrestation « a été arbitraire, discriminatoire et raciste de par sa condition de mapuche ».

Miguel Palacín Quispe, Coordonnateur Général de la CAOI, a exprimé, à travers une communication réalisée pour la commémoration du mal nommé Jour de la Race : « nous dénonçons la violation permanente des droits humains sur les peuples indigènes, nous ne pouvons pas nous taire en face des crimes horribles que supportent nos frères et soeurs, de la part des Forces Armées et des Gouvernements Nationaux à travers des politiques de l'État et les lois

qui sont faites pour violenter nos droits collectifs, après nous avoir poursuivis, après avoir contaminé nos territoires, et après nous avoir déplacés avec l'intention de nous exterminer systématiquement ».

À son tour, Palacín Quispe s'est référé aux processus de militarisation et de persécution de la part des Gouvernements latinoaméricains. La CAOI a dénoncé, que les peuples autochtones, en cherchant à défendre leurs territoires et les ressources naturelles qui leur appartiennent historiquement et traditionnellement, « souffrent de l'assassinat permanent de leurs dirigeants et de leurs leaders sociaux et indigènes, de l'emprisonnement injustifié et de la criminalisation des mouvements sociaux ». « Tout cela nous démontre que n'existe ni la liberté ni le droit de décider de notre modèle de développement », a conclu le Coordonnateur Général de la CAOI.

Selon un rapport de la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL), « entre 8 et 10% de la population totale du continent est indigène, avec plus de 400 groupes linguistiques différents. Ce sont les plus pauvres, ont un accès très limité à la santé, l'éducation, aux services de base et à l'eau potable, et ont les conditions de vie les plus précaires et peu de reconnaissance culturelle".

De la même manière, les gouvernements latinoaméricains des présidents Álvaro Uribe, de la Colombie, Michelle Bachelet, du Chili, et Alan García, du Pérou, font partie de ceux qui sont dénoncés dans le rapport de la CAOI comme les principales nations où existent « les hostilités aux peuples indigènes et la persécution de leurs dirigeants".

Et à l'affut des peuples autochtones et le pillage de leurs coutumes et de leurs modes de vie, est l'une des formes les plus antiques et ancestrales de persécution. Cependant, cette « partie de chasse » a pris diverses directions, de l'accélération des manques dont souffrent les peuples latinoaméricains et qui abouti par conséquent aux protestations, jusqu'à la formation de mouvements et d'organisations sociales qui luttent pour leurs droits.

La criminalisation des pauvres et des mouvements sociaux est le dénominateur commun dans ce système capitaliste et néolibéral qui les conçoit, parmi une de ses formes, comme conséquence de la relation d'exploitation entre les travailleurs et les entrepreneurs, qui agissent avec l'appui des États.

Les mouvements sociaux se posent, d'après la logique capitaliste, comme la racine du malheur de la société, parce qu'ils remettent en question les structures sociales productives, à travers la défense de la dignité, des droits de l'homme violés en quête des intérêts du pouvoir et de la résistance à ces mêmes centres du pouvoir.

Depuis la perspective marxiste de la « lutte de classes » jusqu'aux actuels mouvements sociaux, le monde a traversé divers et énormes changements qui ont fait que la revendication du peuple prend différentes directions de même que le fait d'actionner les gouvernements étatiques, des puissances mondiales et des grands organismes internationaux.

Bien que le capitalisme, après la chute du communisme et l'établissement des États-Unis comme la puissance mondiale, présente comme un de ses postulats de base l'exaltation de l'individualisme, les identités de groupe et les représentations sociales coexistent encore surtout dans ces régions qui optent pour la solidarité sociale devant l'abandon de ceux qui devraient les représenter et défendre leurs droits comme travailleurs mais, surtout, comme êtres humains.

Cependant, les mêmes États qui devraient de façon impartiale protéger les droits de leurs citoyens et habitants, devant la crainte de la désobéissance et le désordre social, optent pour la répression, la persécution, la criminalisation, entre autres mécanismes.

Ce processus de persécution s'aiguise dans la mesure où les mouvements sociaux augmentent en occupant les espaces laissés vides par les partis politiques et leurs membres, et les institutions gouvernementales. Ces facteurs parviennent à réunir des efforts collectifs avec l'objectif de restructurer et de rétablir ces questions de l'État - économiques, politiques et sociales - que des groupes déterminés de la société conçoivent comme erronées et préjudiciables pour les intérêts populaires.

En posant les indigènes comme initiateurs de ce phénomène social, on peut établir comme un des points les plus forts de la mobilisation des Latinoaméricains, ceux qui réunissaient des forces pour compenser les effets dictatoriaux, les "forces révolutionnaires", qui se sont développées à une grande échelle pendant les années soixante-dix comme conséquence de la vague de gouvernements « de facto » dans toute l'Amérique latine.

Comme c'est publié sur le portail de la Faculté Latinoaméricaine de Sciences Sociales (Flacso) dans une enquête sur des mouvements sociaux réalisée par Marcel Arévalo, « l'influence de la guerre froide, de la révolution cubaine et, fondamentalement, de l'interventionnisme des Etats-Unis sur la carte, a transformé en mouvements de libération une gamme variée d'alliances de forces révolutionnaires et démocratiques ».

À son tour, Arévalo pose que « les mouvements sociaux ont devant eux des défis transcendants dans une actualité dans laquelle le capitalisme bouge dans ses intérêts comme quand les propriétaires terriens ont dépouillé les paysans et les ont marginalisés vers des sols pauvres et inhospitaliers ».

En réalisant un tour d'horizon des différents pays latinoaméricains, on compte des milliers de mouvements ou d'organisations sociales qui se présentent comme inspirés par des luttes ancestrales indigènes. Certains plus connus, d'autres inconnus par une grande partie de société, certains plus importants, d'autres avec peu de membres, certains plus anciens, d'autres récents, mais tous avec des finalités et des objectifs clairs qui ont forgé leur éclosion.

Parmi ces mouvements on peut distinguer l'[Organisation Nationale Indigène de la Colombie](#) (ONIC), qui a déjà 25 ans, luttant et résistant devant le génocide des peuples autochtones. Son objectif est la construction d'une nation plus juste et intégrante à travers d'un pacte social qui permet de surpasser les plans de militarisation mis en application dans le pays colombien après les négociations entre ses gouvernants et les États-Unis.

Le peuple colombien vit pas seulement immergé dans la militarisation externe mais, aussi, vit sous pression des forces paramilitaires qui génèrent des centaines de morts civils par an au milieu d'un contexte caractérisé par la violence, la violation des droits de l'homme et à la destruction d'une pseudo démocratie.

À travers la fausse justification de la lutte contre le terrorisme et au moyen de la « Doctrine de Sûreté Nationale », les États-Unis, dans un accord avec des gouvernements latinoaméricains obséquieux, comme le Colombien, mettent en application des politiques d'extermination des mouvements indigènes, politiques dissidents, populaires et sociaux avec la volonté d'accentuer ses plans économiques, politiques, militaires et, surtout, de l'appropriation des ressources naturelles.

Dans ce sens, l'implémentation de politiques répressives de la part des États Nationaux latinoaméricains est accompagnée ou initiée par les directives des pays hégémoniques, principalement, les États-Unis. Ainsi, la Colombie, sous l'excuse de lutter contre les mouvements contre-insurgé, a commencé le contact avec le pays nord-américain, qui lui a fourni du matériel militaire, du conseil et des effectifs militaires pour s'établir dans de nombreuses bases de contrôle, dans ce qu'on a appelé le Plan Colombie.

Le Général étasunien Yarborough du Centre de Guerre Spéciale de Caroline du Nord, Fort Braga, a affirmé que :

"une équipe doit être créée dans le pays convenu, pour sélectionner du personnel civil et militaire en vue d'un entraînement clandestin pour des opérations de répression (...) dans la mesure qui est nécessaire, et pour perpétrer des sabotages et / ou des activités terroristes paramilitaires contre les partisans du communisme connus. Les États-Unis doivent appuyer cela".

Dans ce sens, donc, toute personne ou mouvement social qui se montre pas d'accord avec le système ou qui représente une menace pour la poursuite des leurs plans hégémoniques, est considérée comme, selon la période historique, « communiste », « subversif », « antidémocratique », « contre-insurgent » ou « terroriste ».

Le « [Centre d'Investigation et d'Éducation Populaire](#) » a notifié que, entre juin 2006 et juillet 2007, les Forces armées colombiennes ont fabriqué 90 opérations qui ont fait 169 victimes civiles. Dans le même rapport, on dénonce que ces personnes assassinées et autres disparues et torturées ont été présentées comme des membres d'organisations guérilleras.

De cette façon, l'État colombien a trouvé la meilleure excuse possible pour justifier ses violations de droits de l'homme, en s'abritant derrière l'abri de l'ordre national à travers l'exécution de ces « menaces ».

La Colombie propose un démantèlement et l'élimination systématique des mouvements sociaux et populaires qui luttent pour une défense de la souveraineté nationale, des droits de l'homme et de leur territoire, en exigeant justice et égalité.

En suivant cette ligne d'analyse, Héctor Mondragón, conseiller des organisations paysannes et indigènes et des mouvements sociaux urbains en Colombie, depuis 20 ans, a écrit un livre « *Movimientos sociales, una alternativa al conflicto colombiano* » (les Mouvements sociaux, une alternative au conflit colombien).

Dans celui-ci, il expose, comme il l'a expliqué dans une interview réalisée sur le Canal Solidaire de Barcelone -Espagne-, la violence que doivent subir les mouvements sociaux de ce pays latinoaméricain, les stratégies de survie qu'ils développent pour retourner cette situation et l'impunité devant les menaces, les assassinats et les pressions sur les leaders.

Mondragón, a affirmé que « les mouvements colombiens partagent les luttes fondamentales du mouvement social qui existe dans tout le monde, mais ils présentent des différences. » Il a souligné que la principale particularité « consiste en ce qu'il est terriblement saigné par la violence » et il a dénoncé que cela « a coûté la vie à des milliers de personnes, de paysans, d'indigènes, de membres de syndicats et de mouvements urbains. La liste de dirigeants qui ont été assassinés est interminable ».

D'autre part, le conseiller des organisations indigènes, paysannes et sociales, s'est référé au phénomène de la persécution dont les femmes activistes souffrent aujourd'hui, en les portant à un lieu de symétrie avec la violence que l'État colombien exerce vers les hommes. « Plusieurs femmes leaders paysannes sont exilées maintenant en Espagne et dans d'autres pays européens », a-t-il ajouté.

Cependant, le cas de la Colombie n'est pas l'unique de l'Amérique Latine. Dans la deuxième partie de cet article on détaillera la résistance d'autres mouvements sociaux de la région qui ont peur du pouvoir politique dans leurs pays.

L'importance des mouvements sociaux en Amérique Latine

Des formes d'expressions populaires se sont transformées en acteurs clés de la carte politique de la région,

modifiant l'équilibre du pouvoir et résistant aux secousses des gouvernements les plus conservateurs. Un exemple clair de l'existence de mouvements sociaux et paysans et de leur vigilance, est ce qui arrive au Guatemala, où, après avoir vécu pendant 30 ans sous un conflit armé - qui a pris fin avec la signature de la paix en 1996-, persiste encore, l'iniquité, l'inégalité, la violence et la persécution de ceux qui cherchent à dépasser la marginalité et à lutter pour la défense de leurs droits.

Avec l'intention de dépasser cette situation, décennie après une décennie, différentes organisations et mouvements sociaux composés par des secteurs populaires et pauvres, principalement, par des paysans et des indigènes se sont ainsi frayés un chemin.

Au début, ces organisations ont surgi, comme l'« Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque » (UNRG), en opposition à la dictature militaire appuyée par les Américains pendant soixante-dix. Elles ont dû souffrir l'exil, les violations des droits de l'homme et des milliers d'assassinats.

Une fois le conflit armé fini, les problèmes au Guatemala ont persisté. C'est l'un des pays latinoaméricains avec la plus grande iniquité dans la distribution de terres, en plus de l'asymétrie qui existe au niveau économique et social et de la déstructuration au niveau politique. Dans ce contexte, les mouvements sociaux prennent une importance notoire.

Comme le rapport de *Flacso* l'affirme, « les conflits armés internes, spécialement au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, prolongés et combattus de façon sanglante à travers le terrorisme d'État, ont laissé une trace profonde et une culture de la peur dans la société civile, dont la reconstitution souffre encore de retards profonds ».

En 2004, a eu lieu l'évacuation violente de la propriété *Nueva Linda, Champerico*, par laquelle le Gouvernement guatémaltèque a rompu avec l'engagement de ne pas procéder à des évacuations. Pendant ce fait, l'assassinat de huit paysans a été mené par la police et ainsi que l'agression contre les journalistes qui se trouvaient sur place.

Dans beaucoup de cas, les mouvements sociaux et la société au moyen de forces particulières qui sont unifiées, en résistant à la répression et à la recherche d'améliorations dans les conditions de vie, ont réussi à destituer des gouvernements.

Témoin, ce qui s'est passé en Argentine, en 2001, où, après des semaines de conflits sociaux grâce à la grande crise économique et à l'assassinat d'au moins 15 personnes, Fernando de la Rúa a dû renoncer à sa charge de Président de la Nation.

Quelque chose de similaire est arrivé en 2003, en Bolivie quand le « Mouvement pour le Socialisme » (MAS), mené par le dirigeant aymara Evo Morales, a réussi à destituer le président d'alors, Gonzalo Sánchez de Losada. De la même manière, en Équateur, les mouvements sociaux ont eu une participation centrale dans la destitution d'Abdala Bucaram, en 1997, de Jamil Mahuad, en 2000, et de Lucio Gutiérrez, en 2003.

Cela dénote la persistance de ces formes d'expressions dans la lutte, et le rôle principal que plusieurs d'entre elles ont eu à l'heure de configurer la nouvelle carte politique de l'Amérique latine, en tenant compte que, après ces renversements populaires, les présidences continentales ont été, majoritairement, occupées par des gouvernants d'idéologie de centre-gauche et progressiste, comparé à celles qui ont caractérisé les années quatre-vingt-dix, période la plus aigue de l'installation des politiques néolibérales et de dérégulation de l'économie en faveur des intérêts étrangers.

Les mouvements sociaux réunis sous la consigne « Construisons la Souveraineté », au Sommet des Peuples du Sud, qui s'est tenu les 28 et 29 juin de cette année, à l'Asunción, au Paraguay, se sont opposés à l'avance de la militarisation de la région, considérant qu'au moyen de la promulgation de lois antiterroristes, ce processus aiguise la persécution subie et la criminalisation de la pauvreté, de la lutte et de la protestation sociale.

À son tour, comme l'explique *Adital*, le Sommet, entre autres points, a exigé la libération de six citoyens paraguayens arrêtés en Argentine, ce qu'il considère comme une persécution politique et une violation des droits de l'homme. D'un autre côté, il a demandé le retrait de la Mission Militaire des Nations Unies en Haïti.

Bien que souvent dans l'imaginaire des mouvements sociaux et de la société dans son ensemble, ceux-ci apparaissent sans protection face aux menaces des forces étatiques et étrangères installées dans les régions latinoaméricaines, ce n'est pas le cas.

L'un des organismes préposé à la protection de leurs droits est le « Comité International contre les Disparitions Forcées et la Torture » (ICAD) qui lutte mondialement avec l'objectif de freiner la persécution politique et la disparition forcée de personnes, comme cela arrivait au temps des dictatures et comme, inexplicablement, cela arrive encore dans des temps de démocratie.

La « Fédération Latino-américaine d'Association de Parents de Détenus Disparus » (FEDEFAM) estime qu'en Amérique latine à environ plus de 100.000 le nombre de disparus. La FEDEFAM reçoit chaque année des milliers de plaintes sur des détenus disparus et des actes d'intimidation ou de persécution contre des défenseurs des droits de l'homme, dans des pays comme l'Argentine, le Mexique, le Guatemala, l'Honduras, Le Salvador et la Colombie.

D'autres mouvements sociaux sont devenus des protagonistes et s'ajoutent à ceux déjà mentionnés, comme les *Sans Terre*, au Brésil, les *zapatistes* du sud mexicain, les *piqueteros* en Argentine et les *cocaleros* en Bolivie.

Concernant ce qui se passe au Paraguay, le président Nicanor Duarte Frutos a promulgué un décret qui permet aux Forces Armées de descendre dans la rue avec l'objectif d'assurer des missions de sûreté interne dans les zones rurales. Et a permis la création de Conseils de la Sécurité en ville et d'organismes paramilitaires armés, comme ils en existent en Colombie.

Ce fait génère une menace visible et un facteur de risque pour les mouvements sociaux paraguayens, qui, avec l'instauration du Conseil de la Sûreté, composé de 22.000 membres, se trouvent de façon notable bridés dans leur lutte. On peut souligner, que le gouvernement guarani a opté pour la création de forces paramilitaires comme un moyen de contrecarrer les effets des mouvements sociaux et pays qui se déplacent le long du territoire en réclamant des terres et une réforme agraire.

Cette lutte et cette explosion sociale a surgi dans la mesure où les grands propriétaires fonciers, appuyés par l'État paraguayen, déplacent des terres communales pour étendre la récolte de soya. Grâce à l'importance prise par les conflits menés par les paysans, principalement par des organisations comme la « Mesa Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas » (MCNOC), le gouvernement de Duarte Frutos, de caractère conservateur, a disposé que la police était insuffisante pour freiner les revendications, et a décidé de mettre en place des formes plus dures de contrôle.

Comme l'a expliqué le quotidien *La Jornada*, au Mexique, en 2006, à peu près 100 paysans ont été assassinés par des paramilitaires et les forces de sûreté de l'État, plus de 2.000 ont été jugés et interdits de participer à des mobilisations publiques. Ainsi, « les affaires du soja continuent d'asphyxier l'économie paysanne de subsistance et de tuer des enfants par la contamination que produisent les pesticides. Les plans des élites consistent à continuer

d'expulser des gens de la terre jusqu'à ce que la population rurale reste réduite à peine 10% », conclut *La Jornada*.

Le mouvement citoyen paraguayen d'Yby Yaú a dénoncé la disparition de 49 personnes au cours des dernières années, dont le journaliste Enrique Galeano. Ainsi, suivant la logique de la dictature de Stroessner, pendant le gouvernement de Duarte Frutos, des centaines de paysans ont été arrêtés à *Puentecinho* et à *Hugua* et, conformément aux informations des organisations paysannes guaranis, environ 80.000 paysans chaque année sont déplacés de leurs terres par an, s'ajoutant aux 600.000 paysans sans terre qui existent actuellement.

Au Mexique, par exemple, un groupe de paysans a été gravement réprimandé par la police mexicaine pendant une manifestation. Le 3 et 4 mai 2006, dans les municipalités de *Texcoco* et *San Salvador Atenco*, en réponse aux protestations de membres d'une organisation paysanne des dizaines de tortures et de mauvais traitements ont été commis, dans compter les violences sexuelles envers les femmes.

Au Brésil, comme APM l'a publié l'an dernier, selon les statistiques d'Amnistie Internationale (AI), entre 1999 et 2004, la police des états de Río de Janeiro et San Pablo a tué 9.889 personnes dans des situations officiellement consignées comme « résistance suivie de mort ».

Cela représente une claire démonstration de ce que signifie paradoxalement la criminalisation de la pauvreté dans des pays, comme le Brésil et l'Argentine qui comptent des taux élevé de pauvreté et d'indigence.

On peut souligner, que nombre de détenus qui composent les effectifs de la prison sont victimes de la persécution policière due à leur condition de pauvres ou sont des prisonniers politiques enfermés lors de mobilisations. L'un des mouvements les plus persécutés ces dernières années en Argentine, ce sont ceux qu'on appelle les *piqueteros*.

Gabriel Roser, de 27 ans, *piquetero* habitant dans la localité de Berisso, province de Buenos Aires, a été arrêté à sa maison par la police le 29 avril 2004 pour une enquête sur des antécédents. Roser travaillait dans une salle à manger communautaire et avait eu maille à partir avec des *punteros* [hommes de mains politiques] duhaldistes et avec la police elle même. Pendant le jugement, Roser et ses collègues, ont déclaré que les policiers leur disaient qu'ils étaient arrêtés à cause des vêtements qu'ils portaient ou simplement pour délit de sale gueule.

Dans le cas du Brésil, la majorité des victimes de la violence policière sont des jeunes pauvres de race noire ou métisse, dont beaucoup n'ont pas d'antécédents au pénal, comme APM l'a rapporté en 2006. La réalité des pays voisins dans une relation à ce sujet est similaire. En Argentine et au Brésil, les « *villas* » et les « *favelas* » représentent un objectif pour les forces policières.

Dans des occasions répétées, la police décide d'arrêter un membre de la « *villa* » ou de la « *favela* » pour le seul fait d'être assis à un coin de rue, pour être de teint basané ou pour être habillé de manière suspecte c'est-à-dire pour des motifs sans fondement. Comme « Amnistie Internationale » a dénoncé, cinq jeunes sont morts en janvier 2004 dans la favela de Cajú, au nord de Rio de Janeiro, après avoir été surpris par police qui leur a tiré dessus sans aucun motif.

C'est d'une importance vitale que le peuple latinoaméricain soit solidaire avec la résistance populaire et prenne conscience que la protestation sociale est un des moyens que tous les citoyens possèdent pour faire valoir leurs droits et défendre leur dignité devant les abus le pouvoir.

De cette façon, les mouvements indigènes, paysans, sociaux et populaires constituent une composante importante des peuples latinoaméricains à cause desquels- grâce à leurs efforts pour résister, commencés depuis l'arrivée des

La lutte sociale en Amérique Latine est une histoire de persécution et résistance.

colonisateurs- la lutte sociale reste en vigueur malgré la lente « étrangéisation » des coutumes indigènes, de l'instauration à outrance des politiques néolibérales et des capitalistes qui agissent au détriment des conditions de vie des peuples et de la violation des droits de l'homme.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

[APM](#). La Plata, Argentine, le 30 octobre 2007.